

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

Ministère du Travail, de L'Emploi
et des Relations avec les Institutions

DPS

FICHE DE COURRIER

REFERENCE: N°22 du 17 Mars 2023

ORIGINE: PCSPS / CIPRES

N°: 00000839

DATE D'ARRIVEE: _____

18 MARS 2025

OBJET: Avis de vacances de postes
et d'appel à candidatures -

VISA:

SG

INSTRUCTION: DSS CAS
(prédiffusé sur le site de
MTER et de la DATES)

SERVICE TRAITANT: DPS

URGENT

LECTURE MINISTRE

ATTRIBUTION

SUITE A DONNER

INFORMATION

M'EN PARLER

DIFFUSION

CLASSEMENT

POUR REPRESENTATION

Date: _____



C.I.PRES.S

CONFÉRENCE INTERAFRICAINNE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

Tel : +228 22 26 17 94 / 22 26 20 45 / 22 23 76 50

E-Mail : cipres@laciapres.org ; cipres.org@gmail.com Site web : www.laciapres.org

1 BP 1228 Lomé 1 – LOME TOGO

N/REF : LN° 0022 / 2025 / PCSPS

Lomé, le 17 mars 2025

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

À

**Monsieur le Ministre du Travail,
de l'Emploi et des Relations avec
les Institutions de la République
du Sénégal**

DAKAR

Objet : Avis de vacance de postes
et d'appel à candidatures

Monsieur le Ministre,

Nous avons l'honneur de faire parvenir à votre bienveillante Autorité le document cité en objet.

En vue de recueillir des candidatures provenant de votre pays, nous sollicitons le concours de vos services pour assurer une large diffusion du présent avis.

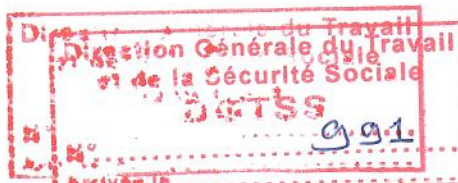
En vous réitérant notre gratitude pour votre appui constant aux activités de la Conférence pour l'atteinte des objectifs assignés et sous le bénéfice de vos instructions,

Nous vous prions d'agréer, **Monsieur le Ministre**, les assurances de notre haute considération.


Cheikh Tidiane TOUNKARA



00000839



Les 18 Pays membres de la Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES): Bénin/Burkina Faso/Cameroun/ Centrafrique/ Comores/Congo/Côte d'Ivoire/Gabon/Guinée/Guinée Bissau/Guinée Equatoriale/Madagascar/Mali/Niger/RD Congo/Sénégal/Tchad/Togo

21 MARS 2025



CONFERENCE INTERAFRICAINE DE LA PREVOYANCE SOCIALE CIPRES

AVIS DE VACANCE DE POSTES ET D'APPEL A CANDIDATURES POUR LE RECRUTEMENT DE TROIS INSPECTEURS REGIONAUX DE LA PREVOYANCE SOCIALE

La CIPRES lance un avis d'appel à candidatures pour le recrutement de trois (03) Inspecteurs Régionaux. Ceci en application :

- de la Décision n° 708/CM/CIPRES du 13 décembre 2024 du Conseil des Ministres de Tutelle pour le recrutement d'un (01) Inspecteur Régional de la Prévoyance Sociale, réservé aux ressortissants des Etats membres de l'Afrique Centrale,
- et de la vacance de deux (02) postes d'inspecteurs Régionaux ressortissants des Etats membres de l'Afrique de l'Ouest pour compter du 31 juillet 2025, objet du présent avis.

1. ATTRIBUTIONS ET TACHES

Sous l'autorité du Secrétaire Exécutif et du Chef de l'Inspection, l'Inspecteur effectue :

- le contrôle sur place et sur pièces des Organismes de Prévoyance Sociale des Etats membres conformément aux dispositions du Règlement du Contrôle ;
- l'évaluation et le suivi des règles communes de gestion des Organismes et des recommandations formulées par la Commission de Surveillance au terme de la procédure contradictoire du contrôle des Organismes ;
- en rapport avec la Cellule Appui-Conseil, la réalisation d'études et l'élaboration de propositions d'harmonisation des dispositions législatives et réglementaires applicables aux Organismes des Etats membres d'une part, de propositions pour la bonne application des règles communes de gestion, d'autre part.

2. PROFILS

Les candidats devront être ressortissants d'un Etat membre de la CIPRES (un poste pour ceux de l'Afrique Centrale et deux postes pour ceux de l'Afrique de l'Ouest). Tout candidat devra être titulaire d'un BAC+5 au minimum dans l'un des domaines suivants : comptabilité, finance, audit, droit, actuariat.

Il doit avoir occupé pendant cinq (05) ans au moins un emploi de cadre supérieur dans un organisme public ou privé, un cabinet d'audit, d'expertise comptable, une institution financière, etc.

Une bonne connaissance des principes de sécurité sociale, ainsi que des règles et des procédures de gestion (technique, financière et administrative) appliquées dans les Organismes de Prévoyance Sociale, serait un atout majeur.

3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

Tout candidat doit être âgé de 35 ans au moins et de 50 ans au plus à la date d'ouverture du concours.

Il doit également remplir les conditions suivantes :

- avoir la nationalité d'un Etat membre de la Conférence ;
- jouir de ses droits civiques et être de bonne moralité ;
- avoir satisfait aux lois sur le recrutement dans l'Armée de son pays, si cela est obligatoire ;
- remplir les conditions de qualification, d'expérience professionnelle et d'aptitude physique compatibles avec l'emploi ;

Le dossier de candidature doit comprendre les pièces suivantes :

- une lettre de motivation adressée au Président de la Commission de Surveillance de la Prévoyance Sociale ;
- un extrait d'acte de naissance ou de jugement supplétif en tenant lieu ;
- un certificat de nationalité ;
- un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois ;
- une copie certifiée de chacun de ses titres, diplômes, attestations de qualification ;
- un curriculum vitae ;
- une pièce attestant la régularité de sa situation au regard du service national ou de l'Armée de son pays, le cas échéant ;
- une attestation délivrée par son dernier employeur ainsi que toute autre certificat délivré par ses employeurs précédents prouvant que le candidat est un cadre de niveau supérieur occupant ou ayant occupé pendant cinq (05) ans au moins, un emploi dans son domaine de compétence avec indication précise dudit emploi et son contenu ;
- un certificat médical attestant qu'il remplit les conditions d'aptitude physique délivré par les autorités médicales agréées.

Toute pièce, copie ou photocopie d'une pièce doit être certifiée conforme par l'autorité compétente.

Toute falsification ou surcharge de document constitue un motif de rejet du dossier de candidature, sans préjudice de poursuites judiciaires.

4. MODALITES DU CONCOURS

4.1. DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature doivent être déposés dans chaque Etat membre de la Conférence au Cabinet du Ministre de tutelle de la Prévoyance Sociale.

Ils seront adressés au Président de la Commission de Surveillance de la Prévoyance Sociale et transmis par l'Autorité de tutelle au Secrétariat Exécutif de la CIPRES avant le 15 mai 2025 à 18h.

4.2. EPREUVES ECRITES D'ADMISSIBILITE

Les épreuves d'admissibilité du concours se dérouleront dans un centre qui sera retenu et placé sous la responsabilité du Ministre en charge de la Prévoyance Sociale.

Conformément à l'article 8 du règlement du concours, les épreuves comprendront :

- a) Une étude de cas (Durée 06 heures – Coefficient 3)
- b) Une étude d'un dossier technique (durée 04 heures - coefficient 2)
Les candidats auront le choix entre deux sujets d'étude.

Toute note inférieure à 10/20 à l'une des épreuves est éliminatoire.

Seront déclarés admissibles à l'issue des épreuves écrites les six (06) candidats les mieux placés ayant obtenu une note moyenne supérieure ou égale à 12/20,

4.3. EPREUVES ORALES D'ADMISSION (Coefficient « 2 »)

Elles se dérouleront au Siège de la CIPRES. Les frais de transport et de séjour des six (06) candidats qui seront retenus à l'issue des épreuves écrites sont à la charge de la CIPRES.

Chaque candidat retenu est interrogé par le jury du concours lors d'un entretien d'une durée maximale de deux heures.

Le candidat est invité à exposer ses motivations, à commenter son curriculum vitae, à présenter ses travaux personnels dont le jury aura, au préalable, pris connaissance.

Le jury interroge le candidat sur tout sujet susceptible de permettre d'évaluer ses capacités à occuper le poste auquel il prétend.

Seront déclarés admis, les trois (03) candidats ayant obtenu les meilleures notes supérieures ou égales à quatre-vingts (80) points.

Conformément aux dispositions de l'article 14 du Règlement du concours de recrutement des Inspecteurs et du Responsable Financier et Comptable de la CIPRES : « si aucun candidat n'est admis ou si toutes les places ne sont pas pourvues, le Président de la Commission de Surveillance décide de l'organisation d'un nouveau concours, pour les postes restants à pourvoir, dans le délai de trois (03) mois ».

5. NOMINATION ET PRISE DE FONCTIONS

La nomination et la date de prise de fonction du candidat définitivement admis seront proposées par la Commission de Surveillance au Conseil des Ministres pour décision lors de sa prochaine session.

Lomé, le 17 mars 2025

**LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE
DE LA PREVOYANCE SOCIALE**